



Conseil général
Échange

A0809-CG-074

Conjoncture économique, mai 2009

20, 21 et 22 mai 2009

- **Siège social**
- **Bureau de Québec**

Centrale des syndicats du Québec
9405, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1L 6P3
320, rue St-Joseph, bureau 100, Québec (Québec) G1K 9E7
Adresse Web : <http://www.csq.qc.net>

Téléphone : (514) 356-8888
Téléphone : (418) 649-8888

Télécopie : (514) 356-9999
Télécopie : (418) 649-8800

Une économie malmenée

Malgré plusieurs atouts, l'économie canadienne a fini par être emportée par la tourmente économique-financière qui balaie la planète. À la différence de l'économie américaine, qui a commencé à éprouver toutes sortes de difficultés dès la fin de 2007 à la suite de l'éclatement de la crise du crédit, l'économie canadienne a résisté jusqu'à l'automne dernier¹. Certes, le secteur manufacturier chancelait depuis un bon moment, et l'industrie forestière était encore plus mal en point. Mais la solidité des autres secteurs compensait. Alors que le commerce extérieur faiblissait, la demande intérieure demeurait ferme. Au contraire des États-Unis, le système bancaire canadien résistait. Le marché immobilier se maintenait. Ainsi, pendant la majeure partie de 2008, l'opinion la plus répandue voulait que l'économie canadienne puisse échapper à la récession. La mise à jour économique présentée par le gouvernement du Québec au début de novembre, à la veille du déclenchement des élections, et l'énoncé économique du gouvernement Harper à la fin de novembre, témoignent du jovialisme feint ou sincère qui animait nos gouvernements même après la débâcle sans précédent des grandes banques d'affaires américaines et européennes. En fait, ces discours ou perceptions se trouvaient décalés par rapport à la réalité.

Après avoir stagné en septembre et octobre, le produit intérieur brut (PIB) canadien a craqué en novembre 2008. Pour le quatrième trimestre de l'année, le PIB réel a diminué de 0,8 %. Cela correspond à une baisse au rythme annualisé de 3,4 %. Le recul est moins prononcé qu'aux États-Unis, où l'économie a chuté au rythme annualisé de 6,4 % au même moment, et de 6,1 % au premier trimestre de 2009. L'éclatement de la bulle spéculative sur le pétrole et les produits de base, qui entretenait l'illusion de prospérité dans l'ouest canadien, mais aussi dans le secteur minier, l'affaissement des valeurs immobilières excessivement gonflées dans l'ouest, le repli encore plus prononcé des exportations du fait du ralentissement de la demande internationale, la crise de l'industrie automobile nord-américaine, tout cela a précipité l'économie canadienne dans la récession. La dégringolade économique s'est accélérée en décembre. Elle se poursuit toujours, mais à un rythme qui semble ralentir.

Les provinces les plus touchées par le ralentissement sont l'Ontario, l'Alberta et la Colombie Britannique. Malgré ses déboires, l'économie du Québec fait preuve d'une résilience remarquable. Cela se reflète dans les données sur l'emploi. Depuis le sommet d'octobre dernier, le Québec a perdu 32 000 emplois (- 0,8 %). Le Canada, dans son ensemble, en a perdu 321 000, soit 10 fois plus (- 1,9 %). À elle seule, l'Ontario a perdu 174 000 emplois, une chute de 2,6 %. La place plus importante du secteur public dans l'économie du Québec, l'ampleur des

¹ Les États-Unis ont perdu 539 000 emplois en avril, en baisse par rapport aux pertes de 699 000 emplois en mars. Depuis janvier de l'année dernière, il s'est perdu 5,6 millions d'emplois aux États-Unis.

investissements publics en infrastructures et pour le développement hydro-électrique, la faible présence de l'industrie automobile, expliquent en bonne partie les incidences mitigées de la récession au Québec.

Comme l'illustre la variation du taux de chômage d'avril 2008 à avril 2009, les régions les plus affectées par la récession sont celles de l'Estrie, de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Côte Nord. Les régions qui s'en tirent le mieux sont celles de des Laurentides, du Bas-Saint-Laurent, de la Capitale-Nationale, de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine et de Lanaudière. Les autres régions présentent des situations intermédiaires. Le taux de chômage au Québec se situe à 8,4 % en avril, comparativement à 7,5 % à pareille date l'an dernier. Fait inusité le taux de chômage de l'Ontario, présentement de 8,7 %, excède celui du Québec depuis le début de l'année.

Par branche d'activité, le recul de l'emploi depuis un an se manifeste particulièrement dans l'agriculture et les autres branches du secteur primaire, dans les transports et l'entreposage, dans la finance et les assurances, dans la construction. Les localités mono-industrielles, qui dépendent surtout des industries forestières ou minières, comme l'Abitibi, sont particulièrement affectées par la crise.

Pour ce qui est de l'inflation, le rythme a beaucoup ralenti après la flambée des prix pétroliers du milieu de 2008. En mars dernier, l'IPC Québec enregistrait une progression annuelle de 0,8 %. L'augmentation des prix des aliments, de 7,9 % à l'échelle canadienne, se poursuit malgré la récession.

Interventions des gouvernements

À des degrés divers, et par des moyens variés, les autorités politiques et monétaires des États occidentaux ont pris des mesures pour rétablir le fonctionnement du système financier et pour relancer les économies. Les initiatives les plus ambitieuses sont celles prises par le nouveau gouvernement Obama : plan de stimulation fiscal et budgétaire de près de 800 milliards et injection de milliards de dollars de fonds publics pour dépanner le secteur financier et relancer le crédit. Une des conséquences de ces politiques est de propulser le déficit du gouvernement américain à des niveaux record. On se dirige cette année vers un déficit de 1 800 milliards, soit plus de 13 % du PIB. De son côté, la Réserve fédérale a amené son taux directeur au plancher, le fixant entre 0 % et 0,25 %. Elle s'oriente maintenant vers un autre type d'intervention, qualifiée pudiquement d'assouplissement quantitatif, qui consiste essentiellement à faire tourner la planche à billets. Tout cela n'a pas encore réussi à renverser la vapeur. Au contraire, les comportements indécents des financiers, qui se sont rempli les poches sans vergogne à même les fonds publics, ont suscité une vive indignation chez nos voisins.

Au Canada, après avoir échappé de justesse à son congédiement en novembre dernier à la suite d'un énoncé économique à saveur plutôt idéologique, le

gouvernement Harper est revenu à la fin de janvier avec un budget plus musclé visant la relance de l'économie par de grands travaux d'infrastructures, la rénovation domiciliaire, des aides ciblées aux chômeurs, certains allègements fiscaux et une aide massive à l'industrie automobile ontarienne. La combinaison du coût des mesures annoncées et des incidences du ralentissement sur les recettes et les dépenses du gouvernement plongera les finances du fédéral dans un déficit de 34 milliards (2,0 % du PIB). Le retour à l'équilibre budgétaire s'étalera sur cinq ans.

La Banque du Canada a aussi abaissé au plancher son taux directeur, le fixant à 0,25 % en avril dernier, tout en annonçant qu'il serait maintenu à ce niveau. Cependant, on n'en est pas encore à faire tourner la planche à billets, comme aux États-Unis. Le gouverneur de la Banque, monsieur Mark Carney, a toutefois indiqué qu'il pourrait avoir recours à ce genre de pratique si la situation l'exigeait.

L'Ontario, la province la plus malmenée par la crise, a aussi présenté pour cette année un budget lourdement déficitaire de 14,1 milliards, l'équivalent de 2,4 % du PIB. Ce budget comprend des mesures de stimulation à hauteur de 32 milliards sur deux ans qui ciblent, comme au fédéral, les infrastructures, la rénovation domiciliaire, l'industrie automobile. Un effort est aussi consenti pour accroître les dépenses en éducation. Compte tenu de l'ampleur de la récession, le retour à l'équilibre budgétaire n'est pas prévu avant 2015-2016, soit dans sept ans. Un examen plus attentif de ce budget montre qu'il comporte un accroissement important de dépenses ponctuelles, mais qu'il introduit aussi d'importantes réductions d'impôts, notamment pour les entreprises. Le financement des services publics à long terme s'en trouve compromis.

Au Québec, le gouvernement compte surtout sur les effets des investissements prévus dans les infrastructures (8,9 milliards) et les investissements d'Hydro-Québec (4,9 milliards) pour soutenir l'économie. Les interventions de novembre 2008, celles de janvier, ainsi que le budget de mars dernier, rajouteront environ un milliard en mesures diverses de stimulation économique. Dans le budget de mars, le gouvernement a aussi assuré, au minimum, la couverture des coûts de système des grands réseaux, sauf dans la fonction publique, où les compressions se poursuivront. Un déficit de 3,9 milliards est prévu pour cette année, soit 1,3 % du PIB. Le retour à l'équilibre budgétaire est envisagé pour 2013-2014, dans quatre ans, sur la base d'une reprise de l'économie, d'une hausse de 7,5 à 8,5 % du taux de la taxe de vente, de hausses tarifaires, ainsi que d'autres mesures qui restent à déterminer. Les moyens à mettre en œuvre pour restaurer les finances publiques occuperont vraisemblablement une place de premier plan dans les débats sociaux des prochaines années.

Quelle que soit leur couleur politique, les gouvernements se font plus interventionnistes en ce moment afin de redresser des économies défailtantes. Par rapport aux politiques de laisser-faire et de désengagement qui dominaient auparavant, il y a là un virage certain. Mais il ne faut pas croire que cela traduit

nécessairement un changement d'orientation politique par rapport au rôle de l'État dans l'économie. Dans bien des cas, il s'agit avant tout d'une attitude pragmatique en attendant de reprendre les mêmes politiques qu'auparavant.

Perspectives

Dans ses prévisions les plus récentes (avril), la Banque du Canada estime que la récession synchronisée à l'échelle du globe est accentuée par les retards à mettre en œuvre les mesures visant à restaurer la stabilité financière dans le monde. En clair, cela revient à dire que le désordre qui règne dans le monde de la finance est en train de faire couler les économies. En conséquence, la Banque estime que le retour à la croissance économique au Canada sera retardé jusqu'à la fin de 2009 et que la reprise sera graduelle. La Banque centrale estime aussi que les plans de relance des pays du G-20 porteront pleinement leurs effets l'an prochain. Pour le Canada, la banque prévoit un recul du PIB réel de 3,0 % cette année, une croissance de 2,5 % en 2010 et de 4,7 % en 2011.

Pour le Québec, le gouvernement prévoyait dans son budget un recul du PIB réel de 1,2 % cette année (stagnation de - 0,1 % du PIB nominal) et une reprise de 1,9 % en 2010 (croissance de 3,9 % du PIB nominal)². De son côté, pour citer une source privée, la Banque Royale prévoyait en mars un recul de l'économie québécoise de 0,5 % en 2009 et une croissance de 2,3 % en 2010, légèrement en deçà de la moyenne canadienne.

Au-delà de ces aspects plus immédiats et conjoncturels, il est clair que la présente crise marque une inflexion, voire une rupture, dans la dynamique du capitalisme contemporain. Un certain nombre de ressorts qui soutenaient l'expansion dans la période précédente sont brisés.

Il ne faut pas perdre de vue que la crise actuelle est un phénomène mondial. L'évolution de notre économie est largement tributaire de ce qui se passe sur la scène internationale. Ce ne sont pas les banques canadiennes qui sont en crise. Au contraire, elles se portent plutôt bien. Mais le système financier international traverse une crise profonde dont il ne s'est toujours pas rétabli.

Un certain nombre de bouclages qui assuraient le roulement du système ont sauté. Par exemple le lien entre l'hyperconsommation des ménages américains et l'appréciation des valeurs immobilières, ou encore l'emprunt aux Chinois par les américains - sous forme de vente de titres du gouvernement américain - des dollars utilisés pour payer leurs achats de produits manufacturés en Chine. On pourrait aussi évoquer les changements dans les pratiques financières, comme le recours aux effets de levier sur une échelle gigantesque, la méfiance à l'égard des produits dérivés, la diminution de la titrisation des créances, le repli des grandes banques sur leur espace national, etc. Avant même l'introduction de nouvelles

² Le PIB réel, ou en volume, est le PIB nominal, ou en dollars courants, dont on soustrait l'inflation.

réglementations, la crise a modifié le fonctionnement des institutions financières. Les mesures prudentielles ont repris du galon. On peut se demander jusqu'où les gouvernements voudront ou pourront aller pour mieux réglementer le système financier, instaurer des moyens de gestion des risques systémiques, assurer une coordination internationale, abolir ou restreindre les paradis fiscaux, etc. On imagine mal que le fonctionnement du système puisse reprendre comme auparavant, mais jusqu'à quel point sera-t-il transformé ? Il y a là des enjeux majeurs.

Les préceptes néolibéraux du laisser-faire et du tout-au-marché se trouvent largement discrédités. La nécessité d'une meilleure réglementation, le besoin d'un rôle plus actif de l'État en période de crise font consensus. Mais il est loin d'être évident qu'on assiste à une réorientation du rôle et des fonctions de l'État, plutôt qu'à des mouvements visant surtout à limiter les dégâts et à socialiser les pertes. Tout cela se jouera dans la prochaine période.